

**Allemagne - Point de presse conjoint
de M. Jean-Yves Le Drian, ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, et de M. Heiko Maas,
ministre des affaires étrangères de
la République fédérale d'Allemagne,
à l'issue de la réunion ministérielle
en "format Normandie" - Propos de
M. Le Drian
(Berlin, 11 juin 2018)**

Merci Heiko, d'abord de ton accueil, et de ton initiative. Je dois dire que la densité, la qualité, la tonicité de nos échanges nous permettent de rentrer dans une nouvelle dynamique positive pour, je l'espère, aboutir à une solution de paix.

Nous nous sommes mis d'accord sur six points majeurs :

- Toutes les parties se sont engagées à un cessez-le-feu durable. Il s'agit notamment du retrait des armes lourdes, du désengagement des troupes dans les trois zones pilotes et dans le déminage de la région. Il s'agit également de la protection et de l'accès sans entrave de la mission d'observation de l'OSCE.
- Par ailleurs, la France et l'Allemagne ont proposé de participer au déminage en engageant des moyens supplémentaires et en mettant de l'expertise à disposition.
- Par ailleurs, les infrastructures civiles de base, comme la station de filtration d'eau de Donetsk, doivent être mieux protégées. La solution locale qui sera adoptée pourrait servir de modèle pour la protection des infrastructures civiles à plus grande échelle.
- Les mesures humanitaires ont pour but d'améliorer le sort de la population. Cela inclut l'échange de prisonniers. Après des mois de négociations, les deux parties sont parvenues à un échange important en décembre dernier. Ce fut un véritable succès, ce qui montre ce qui est possible quand la volonté politique est au rendez-vous.
- En ce qui concerne les questions politiques, comme la mise en oeuvre de la loi sur les spécificités de certaines régions, la formule Steinmeier et les élections locales, les discussions entre les conseillers diplomatiques et les experts doivent se poursuivre et s'intensifier.
- Enfin et c'est une nouveauté, nous sommes prêts à travailler sur les paramètres d'une possible

mission des Nations unies pour l'Ukraine orientale, lorsque la mise en oeuvre des accords de Minsk le permettra. Les directeurs politiques doivent se réunir rapidement à cette fin.

En tout cas merci de cette initiative qui a permis, je pense, d'avancer dans une nouvelle direction.

Q - Sait-on ce à quoi pourrait ressembler un compromis sur une mission des Nations unies qui soit acceptable pour les deux parties ? Quelles seraient les compétences d'une telle mission ? [...]

R - Sur la remarque concernant l'opération de maintien de la paix, il y a deux observations à faire : la première c'est qu'en aucun cas une telle initiative ne doit se substituer aux accords de Minsk. Donc, il importe que la mise en oeuvre des accords de Minsk soit engagée pour qu'une opération de maintien de la paix puisse être initiée. Le principe de base d'une opération de la paix, c'est pour maintenir la paix, or lorsque la paix n'existe pas, une opération de maintien de la paix ne peut pas exister, donc, il importe qu'il y ait d'abord cette première étape. Ensuite, sur le contenu même de l'opération de maintien de la paix, je pense qu'on peut arriver à des points de vue qui se rapprochent et c'est la mission que nous avons confiée à nos directeurs politiques./.